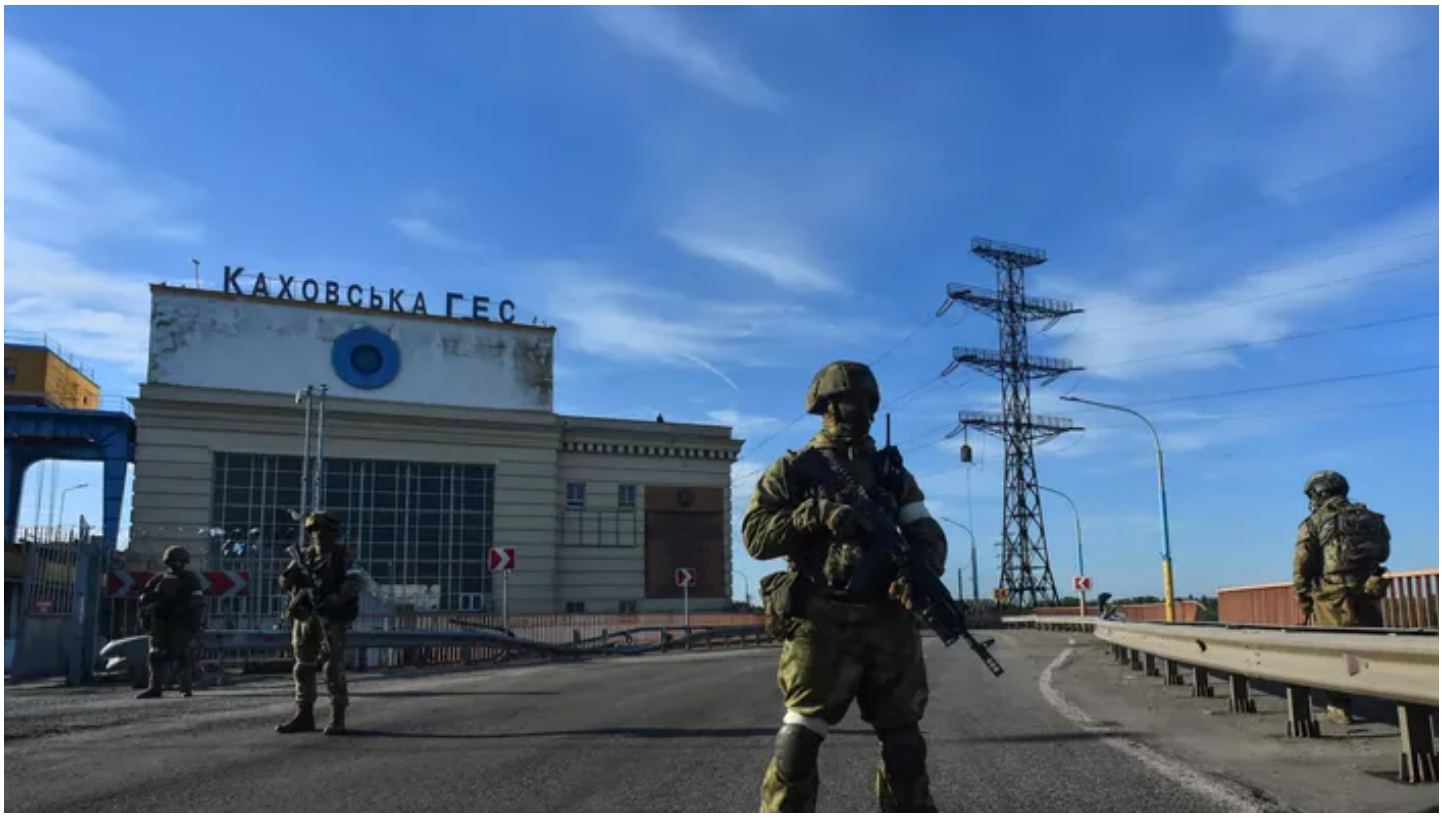
Michel Foucher: «En Russie, les crises de régime ont toujours été provoquées par des échecs militaires»

Par **Ronan Planchon**
Publié il y a 1 minute

Écouter cet article

00:00/07:55



Des militaires russes patrouillent devant la centrale hydroélectrique de Kakhovka, une ville de l'oblast de Kherson, le 20 mai 2022. *OLGA MALTSEVA / AFP*

ENTRETIEN - Le retrait des troupes russes de Kherson serait, s'il était confirmé, un aveu d'échec tactique pour le Kremlin, analyse le géographe. Cet événement pourrait pousser les élites russes à s'interroger sur le maintien de Vladimir Poutine à la tête de son pays, ajoute-t-il.

Michel Foucher est l'auteur de «Ukraine-Russie. La carte mentale du duel» (Gallimard, Coll. «Tracts», 64 p., 3,90€) et de «Ukraine: Une guerre coloniale en Europe» (L'Aube, 139p., 14,90€).

LE FIGARO. - Le ministre russe de la Défense a ordonné mercredi le retrait des forces russes de la rive droite du fleuve Dniepr dans la région ukrainienne de Kherson, qui inclut la capitale régionale du même nom, cible d'une vaste contre-offensive ukrainienne. Comment analyser ce choix ?

Michel FOUCHER. - Il convient d'analyser en détail les divers segments de la ligne de front le long du cours du Dniepr inférieur. Dans la bataille, la géographie compte et elle est ici diversifiée.

En amont de Kherson, on constate les forces russes tiennent la rive sud du réservoir du barrage de Nova Kakhovka. Il se situe à 73 km au nord de Kherson et s'étend sur près de 240 km jusqu'à Zaporojie. Sa largeur de 23 km interdit toute offensive ukrainienne. Il s'agit d'une masse d'eau de 18,2 km^3 sur une superficie de 1850 km^2. C'est donc le seul segment de la ligne de front ukraino-russe qui est stable et le restera. Plus au nord, la ligne de front est terrestre et fait l'objet de combats permanents. Il ne faut donc pas se focaliser uniquement sur la capitale régionale de l'oblast de Kherson.

En aval du barrage, qui alimente le canal du Nord desservant la péninsule de Crimée en eau potable, les forces russes avaient pu prendre pied dès mars sur la rive droite du Dniepr, jusqu'à Kherson et la mer Noire, en face d'Odessa. C'est de ce secteur de rive droite, donc à l'ouest du fleuve, soumis à la contre-offensive ukrainienne, que les forces russes se retirent.

L'argument mis en avant par le général Sourovikin est la sauvegarde physique des soldats russes. C'est à l'évidence une réponse aux violentes critiques médiatisées par les sites russes à l'encontre du commandement de la 155° de marine de la flotte du Pacifique, qui aurait perdu plusieurs centaines de soldats russes au début de semaine dans la région de Pavlika, dans l'oblast de Donetsk. La publicité donnée à ces critiques obligeait le Kremlin à une réaction adaptée, face à une guerre qui n'est pas populaire, même si la population fait encore preuve d'une loyauté indifférente. Ces échecs expliquent la fin de la mobilisation partielle décrétée par le Kremlin.

Le scénario d'occupation par les forces russes rappelle d'ailleurs plus celui de l'annexion de la Crimée en 2014 que celui de la destruction systématique de Marioupol. Il est probable que des complicités internes dans la ville ont favorisé la conquête.

Michel Foucher

Enfin l'annonce a été faite par le ministre de la Défense, discrédité dans les états-majors mais proche du titulaire du Kremlin, qui limite ainsi son exposition alors qu'il décide de tout dans les détails.

Est-ce un aveu d'échec pour la Russie ?

C'est à l'évidence un échec tactique qui s'ajoute aux revers sur le front terrestre de Donetsk. Kherson était la seule capitale régionale conquise depuis mars 2022. Le scénario d'occupation par les forces russes rappelle d'ailleurs plus celui de l'annexion de la Crimée en 2014 que celui de la destruction systématique de Marioupol. Il est probable que des complicités internes dans la ville ont favorisé la conquête. Le Kremlin songe sans doute à faire de la basse vallée du Dniepr la nouvelle frontière de la Russie. C'est l'un des objectifs de ce retrait. Mais rien n'indique qu'après la reconquête de Kherson, les forces ukrainiennes ne tenteront pas de pousser leur avantage en franchissant le fleuve pour s'assurer le contrôle définitif du littoral de la mer Noire. En réalité, les forces russes sont démoralisées dans ces territoires occupés. Qu'ont-elles à défendre ? Quelles sont leurs forces morales ? Néant.

De son côté, le conseiller du chef de cabinet du président de l'Ukraine Volodymyr Zelensky a déclaré : «L'action a plus de poids que les mots. Nous ne voyons aucun signe que la Russie quitte Kherson sans combattre». Peut-il s'agir d'une simple opération de communication ?

La communication fait partie de la bataille en cours, car la prise de Kherson sans combat priverait les Ukrainiens d'une victoire tactique. Victoire ou défaite sont à la fois l'effet du rapport de force sur le terrain et de la maîtrise de la communication. Il s'agit pour Kiev de transformer un probable succès tactique en acte éminemment politique dont l'objectif est également de semer le trouble à Moscou.

En cas de retrait des troupes russes, quelles conséquences pour la suite du conflit ?

Une fois Kherson reconquise, les forces ukrainiennes exploiteront leur avantage. Comme je l'ai dit plus haut, elles se porteront sur la zone méridionale afin de contrôler le littoral de la mer Noire et de garantir définitivement la sécurité de la grande ville portuaire d'Odessa. Mais je fais l'hypothèse que les dirigeants ukrainiens signifieront à leurs alliés occidentaux que le temps de la négociation n'est pas encore venu. Ils se méfient à juste titre de l'évocation par le Kremlin de l'offre de «négociation» et de ses échos dans nos pays démocratiques tentés par la fatigue. Elle me fait penser à la politique d'apaisement (qui rend mal la force du terme anglais d' «appeasement» à la Chamberlain) des élites britanniques entre 1933 et 1939 face à Hitler, avec le résultat que l'on sait.

> **Il est fort probable que les élites russes, qui doivent tant à l'actuel titulaire du Kremlin, commencent à s'interroger sur la meilleure manière de protéger leurs intérêts.**
>
> Michel Foucher

L'histoire de la Russie depuis le milieu du XIXe siècle rappelle que les ruptures au centre ont toujours été provoquées par des échecs militaires. L'abolition du servage en 1862 a été l'une des conséquences de la défaite russe dans la guerre de Crimée en 1859. La première révolution russe de 1905 suit la défaite navale de l'Eskadra dans le détroit de Tsushima face à la flotte japonaise. Celle de 1917 a été accélérée par le revers de l'armée russe sur le front allemand. Et l'échec politique et militaire en Afghanistan a conduit Mikhaïl Gorbatchev à en retirer l'Armée rouge. Le seul contre-exemple est le renforcement du pouvoir de Staline après la victoire de 1945.

Il est fort probable que les élites russes, qui doivent tantà l'actuel titulaire du Kremlin, commencent à s'interroger sur la meilleure manière de protéger leurs intérêts, qui sont considérables et plus affectés par les sanctions et le coût de la guerre qu'on ne veut bien le dire. Des noms de successeurs commencent à circuler : Dimitri Patrouchev, ministre et surtout fils du secrétaire du Conseil de sécurité ; Sergueï Kirienko, chef de cabinet adjoint de l'administration présidentielle ; Sergueï Sobianine,

maire de Moscou, qui ne ménage pas ses critiques tant sur la mauvaise gestion de la pandémie que sur la conscription ; enfin Mikhaïl Michoustine, président du gouvernement de la Fédération de Russie.

On se souvient que Washington avait joué Boris Elstine contre Mikhaïl Gorbatchev et facilité l'échec de celui-ci. Les canaux américains de contact avec Moscou ne sont pas rompus et des marges de manœuvre existent afin de conduire un nouveau pouvoir russe à cesser la guerre en échange d'une perspective de négociations diplomatiques – entre Kiev et Moscou - et éventuellement stratégiques – entre Washington et Moscou, afin d'obtenir une réduction de l'arsenal russe. Une levée partielle des sanctions ferait réfléchir le nouveau pouvoir russe. Le président Volodymyr Zelensky a déjà marqué son ouverture pour des discussions avec un autre titulaire du Kremlin que l'occupant actuel, comme pour enfoncer un coin dans le cercle étroit des élites. Mais il a besoin d'afficher une victoire sur le terrain afin de faire accepter ce tournant à sa nation agressée. On est loin du compte.

Dans ce contexte politique probablement instable, une participation de Vladimir Poutine au sommet du G20 en Indonésie a été jugée inopportune. Et, là aussi, en référence à des précédents de l'histoire russe, l'entrée dans un temps des troubles n'est pas à exclure, qui opposerait les factions au pouvoir, civiles, déjà citées, et celles militarisées, emmenées par Evgueni Prigogine et Ramzan Kadyrov, deux acteurs de la scène politique violente en Russie.

